

# **¡Que se vayan todos ! (Le peuple d'Argentine se soulève)**

(François Chesnais et Jean-Philippe Divès – Editions Nautilus – Juillet 2002)

*Nous présentons ci après le septième et dernier chapitre de ce livre, qui comporte notamment ses principales conclusions politiques.*

## **Quelles perspectives pour l'Argentine, quelle issue pour les travailleurs et pour le peuple ?**

La conclusion de ce travail ne peut être que provisoire. Au tout début du livre, nous avons dit qu'il a été préparé dans l'urgence et rédigé à mesure que les événements se déroulaient. Les journées révolutionnaires des 19 et 20 décembre 2001 ont ouvert une situation politique très complexe et extrêmement instable, dans laquelle les rapports politiques évoluent presque au jour le jour. Certains passages du livre reflètent, sans doute plus qu'ils ne le devraient, les questions et les débats qui apparaissaient les plus importants au moment où ils étaient écrits. Nous n'échapperons pas à cet écueil au moment de conclure un peu avant la mi-juillet 2002.

### **Misère galopante, paralysie politique et stratégie de pourrissement**

Jour après jour, l'Argentine s'enfoncé plus profondément dans la dépression et l'effondrement de ses structures sociales s'accélère. Les résultats économiques définitifs du premier semestre 2002 viennent d'être publiés. En un an, le produit intérieur brut a chuté de 16,3 %. Au cours du premier semestre 2002, l'activité du secteur manufacturier (tous biens confondus) a baissé de 22,8 % et celle de la construction de 41,5 %. Un organisme officiel, l'IPC, a fait une prévision de chute des salaires réels de 25 % pour 2002 sur la base des taux payés au premier trimestre ainsi que de l'inflation qui a repris assez fortement. Selon une estimation, le nombre des suppressions d'emplois est actuellement de 1 800 par jour<sup>1</sup>.

La crise sociale ne cesse de s'aggraver et les problèmes de survie vraiment élémentaire auxquels les prolétaires et leurs familles – ceux qui n'ont aucune autre marchandise à vendre que cette force de travail dont le capital ne veut plus – sont confrontés s'accroissent à un rythme vertigineux. En juin 2002, 52 % des Argentins sont reconnus comme vivant en dessous du seuil de pauvreté, et pas loin d'une moitié d'entre eux dans l'état d'indigence. Dans les banlieues ouvrières, les commerces ferment les uns après les autres et dans ceux qui restent il y a de moins en moins de marchandises. Les circuits économiques les plus élémentaires se sont effondrés. A Buenos Aires, les pauvres cherchent désormais à se répartir, sans s'entredéchirer, le tri des poubelles des restaurants et quartiers résidentiels du centre avant que les services de nettoyage ne passent<sup>2</sup>. La malnutrition est un phénomène général et la faim fait des ravages chez les enfants des familles les plus démunies et les plus faibles socialement.

La haute bourgeoisie argentine vit retranchée dans les immenses zones résidentielles privées qu'elle a construites sur le modèle de la Californie ou de la Floride, quand elle n'a pas commencé à abandonner le pays pour suivre les capitaux qu'elle a déjà mis à l'abri. Les groupes financiers nationaux secondent les groupes étrangers dans la préparation des phases prochaines de recolonisation économique, notamment en Patagonie. Le clivage entre ces groupes (Macri-SOCMA, Rocca-Technit, Pérez Compagnon, etc.) et le nombre toujours plus réduit de petites et moyennes entreprises qui tentent de survivre s'accroît de jour en jour. Ce clivage est devenu l'une des composantes de la situation politique, dont la CTA semble la seule organisation à avoir, à sa façon, mesuré la portée. Le gouvernement

1. *Le Figaro* du 8 juillet 2002, page 4, en fait état.

2. Les journalistes étrangers sont évidemment frappés par ce phénomène inédit dans le pays le plus riche d'Amérique latine. Voir par exemple Christine Legrand, « Chez les "nouveaux pauvres" de Buenos Aires, la faim a fait son apparition », *Le Monde*, 28 juin 2002.

Duhalde étale son impuissance. Face à la crise économique et sociale, *il ne fait rien*, absolument rien. Son action est marquée par la paralysie la plus absolue. *Il n'a pas de politique économique*. Ou plus exactement, cette politique se réduit à la seule gestion des relations de l'Argentine avec le FMI.

Le FMI à son tour, de concert avec les Etats-Unis, a décidé de laisser l'Argentine s'enfoncer dans la catastrophe. Tout se passe comme s'ils voulaient mettre à genoux, pas seulement le prolétariat, mais l'ensemble des classes sociales hormis le grand capital national. A partir du moment où le gouvernement Duhalde a accepté de continuer à assumer la dette extérieure du pays, sans avoir la moindre réserve financière pour faire face aux échéances, il se trouve entre les mains du FMI. Depuis janvier 2002 celui-ci, soutenu par le gouvernement Bush, a joué le jeu du pourrissement. Au début de juillet 2002, en dépit de la contagion de la crise financière et des problèmes économiques graves qui commencent à apparaître en Uruguay, au Chili et surtout au Brésil (dont nous parlons plus loin), le FMI n'a pas modifié son comportement envers l'Argentine. Il paraît vouloir obliger tout gouvernement argentin qui ne romprait pas les relations avec lui, d'un côté à affamer les deux tiers de la population – les affamer *littéralement* – et de l'autre à mettre en vente à vil prix tout ce qu'il reste comme ressources économiques à brader.

Le dernier tour de contacts de haut niveau avec le FMI (celui-ci a précisé qu'il ne s'agissait pas de négociations) a été mené de façon extraordinairement humiliante pour le gouvernement Duhalde et n'a débouché sur aucun nouveau financement<sup>3</sup>. Le FMI les concédera certainement à la veille des prochaines échéances du service de la dette, puisque la fragilité d'ensemble du système financier mondial interdit la banqueroute du pays. Mais il ne veut pas laisser au gouvernement Duhalde et à la Banque d'Argentine la moindre marge de manœuvre. Lorsque celle-ci a vendu des dollars lors de la plus récente attaque spéculative contre le peso (menée par les groupes financiers argentins qui sont actuellement maîtres du marché des changes de Buenos Aires), le FMI a fait savoir que les réserves de change de la Banque d'Argentine ne lui appartenaient pas et qu'elle aurait dû demander l'autorisation de les dépenser de cette façon...

Pourtant, le gouvernement Duhalde a fait tout ce qu'il pouvait, dans les limites d'un pays d'état de droit, pour aller au devant des exigences formulées lors de la mission du FMI du mois de février. C'est vrai, en particulier, des mesures demandées pour dégager les groupes industriels et bancaires étrangers de leurs responsabilités dans la crise ou pour leur donner encore plus de facilité pour acheter les entreprises et les terres aux prix très bas provoqués par l'effondrement du peso.

Ainsi le gouvernement Duhalde a-t-il demandé au Congrès l'abrogation, pour répondre à une exigence du FMI, de la loi sur l'abus de biens sociaux (portant le nom de « loi de subversion économique »), qui établit notamment la responsabilité pénale des mandataires sociaux (PDG, directeurs) pour tous actes délictueux commis au nom de l'entreprise, même si le mandataire n'en avait pas ou affirmait ne pas en avoir connaissance. C'est en vertu de cette loi qu'une série de directeurs de banques, notamment filiales d'institutions financières étrangères, se sont retrouvés en prison à la suite des fuites illégales de capitaux. La loi a été abrogée, mais la disposition demeure cependant inscrite dans le code pénal argentin, qui est beaucoup plus difficile à modifier, et le FMI exige maintenant la réforme du code pénal ! Toujours à la demande du FMI, le gouvernement a fait adopter par le parlement une profonde modification de la législation sur les faillites. Sa principale conséquence sera de permettre aux banques et autres institutions financières – principalement étrangères – de prendre à très bas prix le contrôle des entreprises qui s'avèrent incapables de leur rembourser leurs dettes.

Le gouvernement Duhalde a également entrepris de négocier avec les gouverneurs des provinces (dont le pouvoir n'est pas négligeable dans le cadre d'un Etat fédéral) le retrait de la circulation des reconnaissances de dettes (bons, assignats) qui font office de monnaie et servent à payer, nous l'avons vu, les employés publics des gouvernements provinciaux. Ceux-ci ont signé un protocole s'y engageant, mais sur quinze gouvernements concernés, deux seulement ont fait les tout premiers pas vers une mise en œuvre de cette mesure. Les estimations quant à ses conséquences probables donnent une

---

3. Lorsque le ministre des Finances s'est rendu à Washington fin juin, le directeur général du FMI a refusé de le recevoir en personne.

fourchette de 300 000 à 400 000 licenciements directs de salariés des provinces, ainsi qu'un nombre encore plus élevé de licenciements indirects, induits par les premiers.

La paralysie politique englobe les deux chambres du Congrès dont le personnel est évidemment incapable de surmonter les conséquences des crises de décembre 2001 et janvier 2002. La seule institution qui est sortie de sa réserve pour s'élever contre la stratégie de guerre contre l'Argentine menée par le FMI et contre la soumission du gouvernement et du Congrès est... l'Eglise. Tant le président de la Commission pastorale, le cardinal Raúl Primatesta, que l'archevêque de Buenos Aires, le cardinal Jorge Bergoglio, ont prononcé des condamnations très fortes du FMI, mais aussi du Congrès pour avoir commencé à modifier les lois dont nous venons de parler<sup>4</sup>. Pour entrer ainsi dans l'arène politique, la hiérarchie catholique estime certainement qu'une nouvelle explosion sociale est en gestation.

### **Une situation politique d'une très grande instabilité**

Le 26 juin, sous l'effet d'une provocation policière de grande envergure, la situation politique s'est brusquement tendue. Le Bloc *piquetero* national a appelé, dans des conditions que nous expliquerons plus loin, à un *corte* aux portes de Buenos Aires, sur un pont reliant la capitale fédérale à la banlieue sud d'Avellaneda. C'est là que le gouvernement<sup>5</sup>, qui avait annoncé depuis des semaines qu'il ne tolérerait plus les actions « illégales », a décidé de procéder à un test macabre. La police et la gendarmerie ont donc tiré à balles réelles. Elles ont organisé une impitoyable chasse à l'homme, assassinant froidement les deux jeunes *piqueteros* Maximiliano Costeki et Diego Santillán, alors qu'ils étaient isolés très loin du gros des manifestants, et faisant des dizaines de blessés graves.

Alors qu'elles étaient restées dans leurs casernes depuis janvier, la gendarmerie et la police anti-émeute armée ont ainsi refait leur apparition pour causer tout de suite deux morts. Il est difficile d'établir clairement s'il s'est agi d'un ballon d'essai de Duhalde (qui a été gouverneur de la province de Buenos Aires et donc commandant de la gendarmerie locale) ou plutôt d'un coup de force politique dirigé simultanément contre le mouvement *piquetero* et contre le président de la République par ses adversaires au sein du Parti péroniste. La provocation a suivi de près le retour en Argentine de l'ex-président Menem à la suite d'un séjour à l'étranger qui s'est terminé par une tournée très médiatisée aux Etats-Unis.

La provocation et les deux morts ont soulevé une vague d'indignation très forte dans tout le pays. Dès le 26 au soir des cortèges – petits mais nombreux – d'assemblées de quartiers ont convergé sur la place de Mai et le 28, la CTA a appelé à une grève générale et une manifestation. La provocation a donc eu pour effet de susciter un mouvement de remobilisation populaire très net. Le crime du pont Pueyrredón a affaibli le gouvernement et provoqué une aggravation de la crise politique. Il a en effet suscité un rejet massif, très largement majoritaire, exprimé dans des manifestations de rue qui ont été les plus importantes depuis des mois. Surmontant la peur de la répression, la population, les salariés en activité, les jeunes s'y sont mobilisés par dizaines de milliers aux côtés des chômeurs. Le 28 juin, puis le 3 et le 9 juillet, le cri « *Que se vayan todos* » a ressurgi avec force. Les *motoqueros* sont réapparus sur le devant de la scène et l'on a vu de nouveau de puissants cortèges des assemblées populaires, dont l'un des slogans les plus repris était « Nous sommes tous des *piqueteros* »...

Encore plus fragilité et délégitimé qu'avant, Duhalde a cherché une porte de sortie en annonçant que l'élection présidentielle prévue pour décembre 2003 aurait finalement lieu dès le 30 mars. Il a confirmé qu'il ne serait pas candidat. Sans doute y a-t-il dans cette annonce une part de « pression » sur les Etats-Unis et le FMI, qui sont ainsi invités à débloquer des fonds assez vite pour que le résultat électoral ne fasse pas obstacle à leurs intérêts. Mais il s'agit surtout d'un aveu d'impuissance et d'une ultime tentative de dévier la révolte sur le terrain électoral et institutionnel (une campagne de « primaires »

4. *Clarín*, édition du dimanche 9 juin 2002, section politique page 5.

<sup>5</sup> Ou selon certains observateurs informés (voir le quotidien *Página 12* du 28 juin), un secteur au sein du gouvernement Duhalde où s'opposeraient – non sur les objectifs et les principes, mais sur la tactique à suivre et par conséquent les conditions et délais pour engager une répression violente – « faucons » et « colombes ».

dans les principaux partis devant en outre précéder l'élection proprement dite). Rien n'indique pourtant que cette manœuvre sera couronnée de succès. Dans les jours qui ont suivi, ceux qui apparaissaient comme les principaux candidats potentiels<sup>6</sup> se sont tous démarqués de Duhalde. Le gouverneur de la province de Santa Fe (capitale : Rosario), l'ancien coureur automobile Carlos Reutemann, qui semblait le candidat le plus probable des péronistes, a estimé que tout cela n'était pas clair, indiqué qu'il souhaitait avoir des « garanties » et fini par annoncer qu'il n'était pas intéressé. Du coup, Rodríguez Saá mais aussi Menem ont annoncé qu'ils seraient candidats, tandis que d'autres caciques péronistes évaluent actuellement leurs chances. De son côté, Elisa Carrió, qui bénéficie du soutien toujours plus net de secteurs de l'Eglise, a affirmé que pour respecter la volonté populaire « *que se vayan todos* », il fallait renouveler en bloc tous les mandats y compris ceux des parlementaires. Luis Zamora a quant à lui souligné l'illégitimité des institutions et défendu la nécessité d'une assemblée constituante élue après un large débat sur les voies de la reconstruction du pays. Tous deux devraient néanmoins concourir si cette élection a effectivement lieu.

L'aile Menem du péronisme va-t-elle attiser les tensions ? On sait depuis mars 2002, à la suite des déclarations faites par deux économistes du MIT, Rudiger Dornbusch et Ricardo Caballero, qu'on songe aux Etats Unis à la création pour l'Argentine d'un statut de protectorat sous l'égide du FMI. La politique économique et financière du pays serait retirée aux Argentins pour être confiée à un comité de banquiers étrangers choisis par l'organisation<sup>7</sup>. L'ex-président et sa clique péroniste se sont-ils présentés aux Etats-Unis comme les meilleurs appuis politiques d'un tel projet ? Memem s'est-il fait accepter ? La réponse à ces questions ne dépend pas seulement de considérations propres à l'Argentine, mais aussi de la situation économique et politique internationale comme de la conjoncture boursière et politique aux Etats-Unis.

### **« ¡Que venga lo que nunca ha sido! »**

Le peuple argentin oscille depuis décembre 2001 entre l'effroi et l'espoir. Il s'est engagé collectivement, sans le savoir, dans une situation révolutionnaire, dont les traits sont largement sinon absolument nouveaux. Il peine à comprendre cette situation. Il ne l'a pas recherchée, elle s'est imposée à lui sous l'effet combiné du résultat des réactions populaires face aux agressions successives subies par différentes classes sociales et de la nécessité de prendre en main la survie quotidienne puisque le « marché » aussi bien que l'Etat n'y pourvoient plus. C'est sous cette pression et par rapport à cet impératif que les comités de *piqueteros* d'abord et la plupart des assemblées de quartier ensuite sont nés.

« Qu'advienne ce qui n'a jamais existé ! » Cette inscription peinte sur un mur d'un quartier populaire de Buenos Aires est l'œuvre de quelqu'un qui a pris conscience de la situation. Il crie son refus de l'état présent des choses – celui-ci ne peut et ne doit plus durer – mais il ne sait pas où cela le mène. A Buenos Aires on est très, très loin de la « grève générale, fraîche et joyeuse » de 1936 en France. On est loin aussi des espoirs et des utopies de mai 1968. On est dans une situation où l'on ne peut pas se payer de mots, un combat pour la défense élémentaire des conditions de la reproduction sociale avec, en arrière-fond, le souvenir de la dictature de Videla et les rappels à l'ordre répétés de l'impérialisme et

---

6. L'un des derniers sondages en date, publié le 7 juillet par *Página 12*, donnait au premier tour d'une éventuelle élection présidentielle 36 % d'intentions de vote pour Reutemann, 20 % pour Elisa Carrió et 17 % pour Luis Zamora. Menem arrivait alors en quatrième position avec 6 %.

7. Dornbusch et Caballero estiment que l'Argentine est tombée dans la catégorie des *failed States* (Etats qui s'écroulent) dont le concept fait maintenant partie de l'arsenal « théorique » des *think tanks* américains et du Département d'Etat, à côté de celui des *rogue States* (Etats voyous). Parce qu'ils n'assurent pas l'ordre chez eux et qu'ils ont des problèmes économiques à répétition qui sont des sources de contagion, les *failed States* sont une menace pour l'ordre international au même titre que les seconds. La « communauté internationale » a donc le devoir d'y intervenir, fût-ce de façon différente que pour les Etats voyous. Dornbusch et Caballero font appel à un précédent historique ancien, celui de l'Autriche en 1919, lorsque le pays défait dans la guerre a été réduit à de minuscules frontières à la suite du démantèlement de l'Empire austro-hongrois, et qu'il a fallu construire une structure financière nouvelle alors qu'une hyper-inflation faisait rage et que la monnaie autrichienne ne parvenait pas à se stabiliser sur le marché des changes. Le *Wall Street Journal*, *Business Week* et le *Financial Times* ont fait état des propos de Dornbusch et Caballero début mars, et un long dossier avec les réactions argentines a été publié par *Clarín* le 9 juin 2002.

en particulier des Etats-Unis. L'inscription n'invoque pas le socialisme, mais simplement le dépassement indispensable de la vie telle qu'elle est aujourd'hui.

La majorité des femmes et des hommes qui forment l'armature permanente des comités de *piqueteros* et des assemblées de quartier entrevoient la nature de l'aventure dans laquelle ils sont engagés. Ils ne savent pas exactement où cela peut les mener, mais savent qu'ils n'ont pas le choix. C'est en cela, en cela très exactement et rien de plus, qu'ils représentent une forme large « d'avant-garde ». Ils recherchent des propositions sensées, celles qui feront le mieux l'économie des souffrances, celles qui créeront le maximum de convergences. Chez eux l'effroi, la peur de ce chemin inconnu dans lequel on se sait engagé, semble toutefois moins fort que chez certains de ceux qui sont devenus, sans le vouloir vraiment ou sans le vouloir dans les conditions actuelles, les porte-parole du mouvement.

### **Les propositions des économistes de gauche**

C'est dans ce contexte que prend toute son importance la publication, fin juin 2002, d'un document préparé par le groupe des « économistes de gauche »<sup>8</sup>, esquissant un programme de mesures économiques d'urgence, dont la faisabilité repose entièrement sur la force de la volonté politique qui assurerait leur mise en œuvre. C'est ainsi que le programme s'inscrit dans la perspective du socialisme.

Ce document n'est pas le premier qui émane d'un groupe d'économistes, enseignants, chercheurs ou techniciens dans des administrations. En septembre 2001 déjà, un long travail a été publié sous le nom de « plan Phénix » par un groupe de professeurs de formation théorique à dominante keynésienne<sup>9</sup>, dont beaucoup de membres sont proches des formations qui ont lancé vers la même époque le Front national contre la pauvreté (Frenapo) évoqué au chapitre 2. Ce travail contient certains chapitres comme celui consacré aux économies des provinces de l'intérieur (écrit par Alejandro Rofman), ou certaines sections, comme celle consacrée au logement social dans ses trois dimensions d'emploi, de réactivation industrielle et d'œuvre sociale urgente, dont le très grand intérêt demeure entier. Mais le « plan Phénix » a souffert dès l'origine d'avoir été construit sur une méconnaissance de la nature de la mondialisation néolibérale (très exactement, l'incompréhension de son caractère impérialiste) et donc sur l'hypothèse que le FMI (et donc les Etats-Unis) « comprendraient » la nécessité de laisser à l'Argentine le temps et l'espace économique nécessaires pour relancer le mouvement de l'accumulation sur la base d'une relance de la demande intérieure. La pierre angulaire du document central qui résume le plan se trouve dans la section sur la dette et le financement externe, où les auteurs posent la nécessité d'un moratoire de plusieurs années, le service de la dette (qui est acceptée comme devant être payée) étant repoussé dans le temps<sup>10</sup>.

La politique suivie par le FMI et les Etats-Unis ayant été aux antipodes des espoirs des auteurs du plan Phénix, et l'effondrement économique et social s'étant aggravé qualitativement depuis la parution de leur travail, ceux-ci se trouvent forcés de réengager sérieusement la discussion aussi bien entre eux-mêmes qu'avec les forces sociales vives pour qui l'économie est devenue une question de vie et de mort. A cet égard, le document « Propositions socialistes pour résoudre la crise nationale », qui s'adresse explicitement aux hommes et aux femmes qui luttent dans les comités *piqueteros*, les assemblées de quartier et les syndicats, de même qu'à toute force politique prête à se battre pour leur mise en œuvre, va obligatoirement servir aussi de référence aux économistes du « plan Phénix ».

Les traits distinctifs des « Propositions » sont, notamment : 1° de faire reposer sur la mobilisation populaire telle qu'elle s'est déjà engagée l'application effective de mesures relevant de façon assez

---

8. « *Propuestas socialistas para superar la crisis nacional* », publiées dans la revue *Herramienta* n° 20, hiver austral 2002, et disponibles sur le Net : [E-D-I@yahogroups.com](mailto:E-D-I@yahogroups.com). Les signataires initiaux sont Luis Becerra, Claudio Katz, Alberto Teszkiewicz, Alberto Wiñazky, Eduardo Lucita, Alberto Bonnet, Guillermo Gigliani, Jorge Marchini, José Castillo et Andrés Méndez.

9. *Hacia el plan Fénix, una alternativa económica*, Editions Prometeo et Editions de l'Université de Buenos Aires, 2001. Les membres du groupe incluent Aldo Ferrer (qui a eu des fonctions ministérielles au début des années 1970), Mario Rapoport, Eduardo Basualdo, Benjamin Hopenhayn, Alejandro Rofman, Luis Becaria et Jorge Schvarzer. Ils situent leur travail par rapport à une conception très juste de la mission citoyenne de l'Université.

10. *Hacia el plan Fénix, op.cit.*, pages 22-23.

classique d'un plan d'urgence économique et sociale (en étendant l'activité des assemblées de quartier vers des tâches telles que le contrôle des prix) ; 2° d'appeler à la mise en œuvre par le gouvernement, qui doit nécessairement être un gouvernement *nouveau* (nous y reviendrons), de la série fondamentale de mesures externes sans lesquelles aucun plan d'urgence ne saurait jamais être appliqué. Il s'agit au tout premier chef du refus de continuer à reconnaître et à payer la dette, de l'instauration du contrôle du commerce extérieur, du contrôle des changes et des mouvements de capitaux et de l'intervention directe d'urgence dans le secteur bancaire, préalablement à sa nationalisation sans indemnisation. Les tarifs des services publics seraient gelés en attendant la renationalisation sans indemnité des entreprises de service public, dont la gestion serait placée sous le contrôle de comités mixtes de travailleurs et d'usagers. Dans un espace national ainsi reconstitué comme une entité autocentrée protégée contre les menées impérialistes venant de l'extérieur, la relance de la production par la voie de la relance de la consommation interne et la mise en œuvre de travaux urgents d'utilité sociale, acquiert le sens qui lui fait défaut dans une économie non protégée face à la mondialisation néolibérale.

Ce programme est un programme de sauvegarde nationale, que tout pays digne de ce nom a la responsabilité de mettre en œuvre lorsqu'il est confronté à une urgence sociale nationale de l'ampleur de celle de l'Argentine<sup>11</sup>. Mais parce que ces mesures rompent avec la libéralisation et la déréglementation en vigueur, seul un gouvernement *nouveau* pourra les édicter et les mettre en œuvre. Nouveau en quoi ? D'abord, en ce qu'il dirait aux créanciers de l'Argentine de se retourner contre les possesseurs des importants avoirs financiers argentins à l'étranger, qu'il déclarerait pour ce qui le concerne la dette comme abrogée et qu'il prendrait les mesures de sauvegarde présentées plus haut. Ensuite, en ce qu'exprimant la volonté de l'immense majorité d'un peuple, il pourrait prendre constamment appui sur la mobilisation populaire et faire appel à l'aide de toutes sortes d'organismes de démocratie directe pour participer à la mise en œuvre de cette politique.

#### « Le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité »

Cette expression n'est pas de nous. Elle est tirée du *Manifeste du Parti communiste* de 1848 de Marx et Engels. Elle nous a aidé à faire notre bilan critique personnel de l'avant-gardisme et du « substitutisme ». Elle est d'une application immédiate en Argentine aujourd'hui. De même que le sont les recommandations faites par Engels à l'égard des partis des pays capitalistes industrialisés, dans l'un des derniers textes écrits avant sa mort : « Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête de majorités inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent avec leur corps et avec leur vie<sup>12</sup> ».

Le peuple argentin est confronté à cette situation de ne plus avoir le moindre avenir en dehors « d'une transformation complète de l'organisation de la société ». Ce n'est pas le prolétariat seulement qui y est confronté, mais aussi de très larges sections des « classes moyennes ». Ce qui signifie que cette transformation ne peut être l'œuvre ni d'une avant-garde conquérant le pouvoir avec le danger qu'elle la monopolise, ni même des seuls prolétaires (d'autant plus qu'actuellement ils sont décimés), mais vraiment de la grande majorité de la population. D'où l'importance que nous avons accordée aux processus et aux formes d'auto-organisation qui ont surgi.

C'est par rapport à cette conviction que nous exprimons notre préoccupation face à l'évolution d'une partie des organisations d'extrême gauche, celles notamment qui ont pris des positions de direction au sein du Bloc *piquetero* national (BPN). La deuxième « assemblée nationale *piquetera* des travailleurs employés et au chômage », tenue les 22 et 23 juin 2002 à Avellaneda, dans la banlieue sud de la capitale fédérale, a mis en évidence les problèmes politiques que pose l'orientation majoritaire au sein du Bloc. Convoquée à l'initiative du comité de coordination du BPN, cette assemblée a vu la participation

11. En termes politiques, il s'agit d'ailleurs, pour une bonne part, de mesures qui ne sont pas en elles-mêmes « socialistes », mais « démocratique bourgeoises ».

12. Friedrich Engels, dans son *Introduction* de 1895 à l'édition des deux textes de Marx, *La Lutte des classes en France (1848-1850)* et *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. La citation se trouve dans l'édition des Editions Sociales, Paris, 1948, bas de la page 34. Pour un commentaire de l'*Introduction*, on peut lire Jacques Texier, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, Paris, PUF (Actuel Marx Confrontations), 1998, pages 185 et suivantes.

d'une autre organisation, le MIJD de Raul Castells, ainsi que de délégations de 37 assemblées populaires (selon le rapport de la présidence de la réunion) et de quelques secteurs minoritaires du mouvement syndical ou de salariés en lutte. Elle a réuni un peu moins d'un millier de participants dont près de 400 délégués accrédités sur la base d'un délégué pour 40 membres d'organisations de base.

L'appréciation de la situation politique et les tâches qui en découlent y ont fait l'objet d'une discussion importante. Elle a été marquée par les interventions répétées d'un certain trotskisme, enclin à la surestimation des rapports de forces, des possibilités révolutionnaires immédiates et aussi de sa propre réalité comme « parti d'avant-garde ». Une motion présentée par des membres de la FTC, une composante minoritaire du BPN qui compte dans ses rangs des militants du MAS, défendait l'idée que la situation n'est pas mûre pour la prise du pouvoir, que la tâche stratégique de l'heure est par conséquent de gagner la majorité des travailleurs à une telle perspective, et qu'il convient dans ce cadre de continuer à proposer une politique d'unité d'action dans la lutte à la CTA et à la CCC, dont l'influence demeure prépondérante parmi les *piqueteros*. Cette motion a été mise très largement en minorité, la majorité des délégués faisant sienne l'analyse, totalement déconnectée de la réalité des rapports de forces, selon laquelle « la question du pouvoir est à l'ordre du jour », raison pour laquelle « cette assemblée se fixe pour tâche de construire une issue de classe des travailleurs et du peuple » (extrait de la résolution politique adoptée). Dans le numéro du 27 juin de son journal *Prensa obrera*, le Parti ouvrier abondait dans le sens de cette résolution en stigmatisant les courants qui pendant l'assemblée « ont nié l'existence d'une situation révolutionnaire et affirmé les limites de l'assemblée et du BPN à offrir une alternative dans la lutte pour le pouvoir si l'on ne défendait pas une politique visant à leur agréger d'autres représentations politiques et sociales ».

Avec quelque 100 000 membres, le mouvement *piquetero* n'organise toujours qu'une petite fraction des chômeurs même s'il bénéficie d'une sympathie sensiblement plus large (le même constat étant valable pour les assemblées populaires). Son aile gauche, bien qu'en progression, reste elle-même minoritaire par rapport aux organisations qui cherchent à composer avec le gouvernement (CCC et FTV-CTA). Depuis mars-avril, tant sous l'effet de la crise que par un mouvement de reflux classique, le nombre et la force des mobilisations avaient baissé sensiblement. Dans ces conditions, le secteur de la classe des travailleurs qui, durablement exclu de la production, doit le plus lutter pied à pied pour contrecarrer les tendances objectives à la marginalisation et à la désocialisation, est particulièrement exposé à l'influence de politiques que la tradition marxiste définit comme « ultra-gauchistes ». Il est très compréhensible qu'une réaction spontanée parmi les plus actifs des *piqueteros* soit de croire que la situation pourrait être débloquée grâce à des actions plus radicales quoique minoritaires ; que comme le disent couramment les chômeurs les plus combattifs, la solution serait de *poner huevos*, de « montrer qu'on en a ». Mais le rôle d'une organisation qui aspire à un rôle de direction politique n'est pas de cultiver de telles illusions, de céder à ce qui constitue la ligne de moindre résistance dans sa sphère d'influence la plus immédiate. Il est d'analyser lucidement la réalité des rapports de forces, de dire la vérité à leur sujet, et de montrer à la fraction la plus mobilisée et combative (« l'avant-garde de masse ») la voie d'une politique favorisant l'entrée dans la lutte de la majorité des travailleurs et donc la jonction avec eux.

L'orientation avant-gardiste du Bloc *piquetero* national s'est exprimée par l'adoption dans l'assemblée des 22 et 23 juin, d'un plan de lutte fixant des objectifs sans rapport avec les capacités réelles du mouvement. Les *cortes* de rue planifiés pour le 26 juin visaient ainsi à bloquer les accès à la capitale fédérale avec des forces dont on savait à l'avance qu'elles seraient beaucoup plus limitées que celles qui s'associent habituellement aux actions de masse du mouvement *piquetero*. Selon *Prensa obrera* (journal totalement favorable à la stratégie du Bloc, dont on peut donc penser qu'il n'a en aucun cas minimisé les chiffres<sup>13</sup>), ces barrages ont ainsi été le fait de « plus de 500 camarades » à l'entrée de l'autoroute panaméricaine, de « plus de 1 200 camarades » à l'intersection de Liniers, « plus de 1 000 »

---

13. Jorge Altamira écrit ainsi, après-coup, dans *Prensa obrera* du 4 juillet 2002 : « La nouvelle situation politique démontre la justesse absolue du plan de lutte voté par la dernière assemblée nationale des organisations *piqueteras*, plan qui a débuté avec les barrages du mercredi 26. Seul un complet ignorant de la situation des travailleurs au chômage et de la lutte *piquetera* peut affirmer que le Bloc *piquetero* national, la Coordination Aníbal Verón et le MIJD n'ont pas pris en compte les menaces de répression policière et ont fait l'erreur de maintenir le plan de lutte. »

au pont La Noria, « *plus de 500* » au pont Alsina et « *plusieurs centaines* » au pont Uriburu. Enfin, ce sont quelque 2 000 à 2 500 *piqueteros* qui se sont chargés d'occuper, au sud de la capitale, le pont Pueyrredón d'Avellaneda : la voie d'accès la plus symbolique de l'histoire du pays<sup>14</sup>, mais aussi la plus large et la plus difficile à bloquer. En 2001, c'est un *corte* rassemblant au moins 15 000 manifestants appartenant à toutes les composantes du mouvement *piquetero*, la FTV-CTA et la CCC comprises, qui avait été mobilisé à cet effet.

### **La priorité des priorités : construire les convergences, rechercher ce qui unit**

Quels que soient les aléas conjoncturels de la mobilisation, qui continuera obligatoirement de traverser des phases de flux et de reflux, la réaction populaire massive qui a suivi les assassinats du 26 juin illustre à nouveau à quel point il est urgent de faire prévaloir une politique visant à unifier sur un pied d'égalité les différents mouvements de lutte et, au-delà, l'ensemble des secteurs des travailleurs et beaucoup de ceux des classes moyennes. Ni les organisations *piqueteras*, quand bien même elles sont en mesure de revendiquer une « antériorité » dans le mouvement de résistance aux attaques de la bourgeoisie, ni les assemblées populaires, ni aucun regroupement de syndicats dits « classistes » ne peuvent prétendre rassembler d'autorité, autour d'eux, les autres secteurs. A ce sujet, on ne peut que déplorer à nouveau l'imbrication entre de telles tentations et l'esprit de chapelle, totalement hors de propos, qui exacerbe la concurrence voire même l'hostilité entre des organisations politiques qui devraient au contraire collaborer<sup>15</sup>.

Unifier la classe des travailleurs dans la lutte et sur une perspective émancipatrice implique également de mettre en œuvre un programme dont les différents secteurs puissent se saisir pour avancer dans cette direction. Or, de ce point de vue également, les résultats de l'assemblée *piquetera* des 22 et 23 juin posent question. Le programme voté dans cette réunion (« les 14 points des travailleurs et du peuple ») défend d'un côté des mesures d'urgence, dont la plupart exigent pour être appliquées la rupture avec le capitalisme et l'impérialisme, et de l'autre côté des propositions de mobilisation dont certaines sont adaptées à la situation actuelle (par exemple, « l'occupation de toute usine qui ferme ou licencie, afin de lutter pour maintenir l'activité à travers l'expropriation sans indemnité, à la charge de l'Etat et sous contrôle et gestion des travailleurs »), tandis que d'autres apparaissent beaucoup plus lointaines voire même hors de portée des seules forces des travailleurs argentins (« pour une grève générale active jusqu'à en finir avec le gouvernement capitaliste et avec le FMI »). Mais on n'y voit pas une orientation susceptible de répondre, dans une dynamique d'unité et de mobilisation, au principal problème qui frappe la classe des travailleurs et divise objectivement ses rangs : le chômage de masse, concomitant à des horaires journaliers de 12, 14 ou 16 heures pour ceux des salariés qui conservent un emploi. Les délégués de la FTC, qui ont proposé que le mouvement *piquetero* se donne pour l'une de ses tâches prioritaires la construction d'un « mouvement national pour un vrai travail pour tous », capable de mobiliser en commun, dans les entreprises et les quartiers, les travailleurs en activité et au chômage sur les objectifs de la réduction du temps de travail sans perte de salaire et de l'embauche massive des chômeurs (l'échelle mobile des heures de travail), n'ont pas non plus été suivis sur ce point. Dans les « 14 points » votés par l'assemblée, le mot d'ordre de « répartition des heures de travail

---

14. C'est par là que le 17 octobre 1945, des dizaines de milliers d'ouvriers venant des plus grandes entreprises de la banlieue sud se sont rendus en cortège vers la place de Mai et ont arraché la libération de Perón.

15. Cela concerne en tout premier lieu celles qui se réclament du trotskisme. On a évoqué au chapitre précédent la division très grave et injustifiable intervenue le 1<sup>er</sup> mai 2002. Dans l'article déjà cité en note, Jorge Altamira continue à la revendiquer, de façon totalement auto-proclamatoire, en allant jusqu'à affirmer que « le meeting du Premier Mai dernier [celui des deux qui avait été impulsé par le PO] a transformé le Bloc *piquetero* en la référence exclusive des exploités de tout le pays ». Une semaine plus tôt, en rendant compte de l'assemblée *piquetera* des 22 et 23 juin, le PO attaqua une autre organisation trotskiste, le PTS, dont l'un des responsables, Raúl Godoy, est le secrétaire général du Syndicat des travailleurs céramistes de Neuquén, pour avoir (selon lui) empêché ce syndicat et d'autres de participer à l'assemblée, et ainsi « fait obstacle à des tâches nationales de la classe ouvrière dans son ensemble » (article de Nestor Pitrola titré « Le PTS a isolé Zanón d'un grand événement de coordination ouvrière »). Dans le numéro du 1<sup>er</sup> juillet de *La Verdad Obrera*, journal du PTS, Godoy répliquait à Pitrola en réclamant une « coordination ouvrière pour de vrai », en dénonçant « la méthode bureaucratique avec laquelle le PO a organisé cette assemblée » et en accusant à son tour le PO d'avoir « boycotté » un meeting de solidarité avec la lutte de l'usine Brukman, dans la capitale fédérale...

sans diminution de salaire » apparaît, sous cette forme, noyé au milieu de quelque 300 autres mots d'ordre et revendications.

Il faut enfin signaler que les débats traversant les organisations politiques et sociales, les travailleurs et les jeunes qui se portent à l'avant-garde des luttes, ont une portée politique et programmatique, mais également « stratégique ». Les conceptions auto-proclamatoires et substitutistes (en vertu desquelles un secteur politique ou social pourrait représenter la masse des travailleurs en se substituant à elle) ne sont pas seulement inefficaces pour développer et faire triompher la mobilisation anti-système. Elles conduisent à s'interroger sur la façon dont ceux qui les expriment conçoivent la révolution et le socialisme : processus démocratique d'autodétermination de masse, ou résultat de l'action d'un parti-guide ? Il semble bien que pour un certain nombre d'organisations qui s'en réclament, la phrase « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ne soit toujours comprise que dans un sens purement rituel.

### **L'issue en Argentine dépend aussi de la convergence internationale des luttes**

Les travailleurs et le peuple argentins ne peuvent pas espérer faire triompher une issue progressiste seuls. Ils gagneront uniquement dans une alliance avec leurs frères et sœurs d'Amérique du Sud. Jusqu'à la seconde moitié du mois de juin, le FMI a soutenu qu'il n'y avait « pas de contagion » économique et financière à partir de l'Argentine. Pendant plusieurs mois, les faits ont semblé lui donner raison, puis brusquement cette contagion a commencé de se manifester, avant de s'étendre rapidement sous l'effet de facteurs politiques autant qu'économiques et financiers. L'extension internationale a commencé par l'Uruguay où, après quatre mois de latence, une crise financière et économique s'est déclenchée comme résultat direct de la dépression et de la crise bancaire argentines. Une fraction importante des exportations de cette très petite économie s'est toujours faite vers le voisin du Sud, l'autre partie se faisant vers le Brésil. De son côté le système bancaire uruguayen dépendait pour une large part des dépôts des couches les plus aisées des classes moyennes argentines. Le *corralito* les a forcées à vider leurs comptes à Montevideo, provoquant une crise bancaire et un effondrement du taux de change. La plongée du pays dans la récession a déjà provoqué des mobilisations chez les salariés et des *cacerolazos* de la part de membres des classes moyennes.

Au Pérou, la contagion de l'instabilité est directement politique et menace le gouvernement très faible du président Alejandro Toledo. Son expression la plus nette a été le combat populaire mené dans la grande ville du sud du pays, Arequipa, contre la privatisation des deux entreprises publiques d'électricité de la région. Une assemblée populaire a été créée et a défié l'état d'urgence décrété par le gouvernement. De très violentes manifestations, au cours desquelles la police armée a fait un mort, se sont poursuivies jusqu'à ce que la mesure soit levée et que le ministre de l'Intérieur vienne faire des excuses publiques. Le gouvernement Toledo a annoncé le gel des privatisations en attendant que la Cour suprême statue sur leur légalité.

Il y a trois ans, la seconde ville de Bolivie, Cochabamba, a connu un combat similaire à propos de la privatisation de l'eau, avec la formation d'une « Coordination pour l'eau et la vie » née d'une alliance entre les syndicats et les organisations paysannes. Celle-ci a fait retirer le projet gouvernemental au terme d'un combat populaire de plusieurs mois et obtenu la création d'une entreprise municipale sous contrôle de la population<sup>16</sup>. Les résultats obtenus dans les récentes élections nationales par les candidats du MAS de Bolivie (Mouvement vers le socialisme, une organisation de gauche radicale qui s'oppose aux privatisations et défend les producteurs de coca), notamment par son principal dirigeant, Evo Morales, qui avec plus de 20 % des voix a créé la surprise en accédant au deuxième tour de l'élection présidentielle, ont traduit cette poussée populaire, dont la paysannerie qui s'organise bien plus fortement qu'auparavant est l'un des piliers<sup>17</sup>. La paysannerie occupe également le devant de la scène

16. Franck Poupeau, « La guerre de l'eau (Bolivie, 1999-2001) », *Agone*, N° 26-27, printemps 2002.

17. Il faut ajouter aux résultats du MAS ceux du mouvement indigéniste dirigé par Felipe « Mallku » Quispe, qui a obtenu quant à lui 6 % des voix à l'élection présidentielle (ce qui a amené la presse occidentale à parler d'une gauche ou extrême gauche à 27 %). Le « deuxième tour » de ce scrutin sera en fait un vote du parlement, qui devrait consacrer, début août, l'élection de Sánchez de Lozada, le candidat du parti bourgeois MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire), qui avait recueilli 22 % dans le vote de « premier tour » de la population.

au Paraguay. Pendant trois semaines, en mai et juin 2002, des dizaines de milliers de paysans, avec le soutien de nombreux travailleurs urbains et d'étudiants, ont occupé les routes, notamment celles autour de la capitale Asuncion, pour exiger le retrait de projets de privatisation et d'augmentation des impôts ainsi que d'une nouvelle loi répressive. Cette mobilisation a été émaillée d'affrontements violents qui ont fait deux morts parmi les paysans. Le gouvernement a finalement capitulé sur toute la ligne devant la menace d'une marche nationale des paysans qui se préparaient à occuper la capitale, couplée à celle d'une grève générale illimitée. Notons que dans le cas du Paraguay aussi, la relation avec la situation en Argentine est directe : ce pays déjà mal en point s'est enfoncé dans la crise lorsque ses exportations vers l'Argentine ont diminué de moitié, tandis que ses importations depuis ce pays augmentaient d'autant du fait de la dévaluation du peso argentin<sup>18</sup>.

Mais c'est surtout du Brésil que dépendent les processus qui peuvent desserrer l'étreinte des Etats-Unis et du FMI sur l'Argentine. La contagion de crise chemine par la voie du taux de change qui s'effondre et de la structure financière et bancaire qui se fragilise. A l'origine de cette situation, il y a l'endettement élevé et l'ensemble des contrecoups de la libéralisation et de la déréglementation. Mais les causes immédiates de la chute du réal et de la flambée de la notation du « risque-pays » sont politiques. Quels que soient les gages que Lula et le Parti des travailleurs (le PT du Brésil) donnent à la bourgeoisie brésilienne et à l'impérialisme – et de tels gages sont significatifs et nombreux –, ces derniers doutent fortement de la capacité du PT à jouer efficacement le rôle de domestication des travailleurs que les partis sociaux-démocrates et staliniens ont joué en Europe. Les possédants ont notamment pris conscience de la force du Mouvement des sans-terre (le MST brésilien) et considèrent possible qu'une explosion sociale partant des campagnes suive une victoire électorale de Lula dans la présidentielle d'octobre 2002.

Ce changement de cours initial et encore partiel de la situation en Amérique du Sud est d'une très grande importance. Dans l'immédiat, l'évolution générale de la situation dans le continent ne contribue pas à la création des conditions politiques qui permettraient d'envisager sérieusement la solution du protectorat défendue par Dornbusch et Caballero. Elle rallonge aussi les délais de maturation subjective dont le peuple argentin peut disposer. Et à échéance un peu plus éloignée, elle pourrait peser sur les rapports politiques internes. De même, l'accumulation des scandales financiers aux Etats-Unis et le fait qu'ils touchent maintenant les plus hauts échelons du pouvoir politique (aussi bien Bush que son vice-président Cheney sont soupçonnés d'avoir couvert des opérations illégales et/ou d'en avoir bénéficié) est un élément qui tend à limiter les capacités d'intervention impérialiste directe.

### **Le problème de l'expression politique du mouvement**

Il reste à revenir sur un problème essentiel, déjà abordé sous différents aspects en plusieurs endroits de ce livre : le fait que le mouvement en cours continue de manquer cruellement d'une expression politique organisée. L'un des éléments constitutifs de la situation actuelle est en effet l'absence, sur la scène politique, d'un parti ou mouvement anticapitaliste et anti-impérialiste offrant un cadre d'organisation large, permanente et démocratique aux hommes et aux femmes qui se portent à la tête des luttes, dans le but d'aider à centraliser les processus d'auto-organisation, de préciser les tactiques à suivre et surtout d'offrir une stratégie d'ensemble face aux possédants et à leur Etat ; ce qui veut dire commencer à définir un versant positif au cri de rejet « qu'ils s'en aillent tous », traduire cette aspiration en terme de perspectives et d'alternative globales de pouvoir<sup>19</sup> des exploités et des opprimés, de la société auto-organisée.

---

18. C'est l'occasion de souligner que, dans le cadre même de la catastrophe ambiante, des secteurs du patronat argentin tirent de très grands profits de la dévaluation, surtout parmi ceux qui exportent une large part de leur production (notamment dans le secteur agro-pastoral). Le quotidien *Clarín* en a dressé une liste dans son édition du 14 juillet.

19. En termes de pouvoir, car une solution aux très graves problèmes dont il a été fait état dans ces pages exige que les travailleurs, les chômeurs, les secteurs des classes moyennes aspirant à une forme nouvelle de société, renversent les institutions de pouvoir existantes et construisent des instruments politiques qui soient à même d'exercer la capacité de contrainte propre à tout pouvoir d'Etat. Aussi conscient que l'on soit des dangers inhérents à tout pouvoir étatique, avant tout celui de la bureaucratisation, cette question ne peut pas être éludée sauf à renoncer à arrêter la catastrophe en cours et en général à changer la société.

A ce titre, l'extrême gauche argentine offre une sorte de leçon de choses à grande échelle des limites des conceptions qui ont dominé la gauche révolutionnaire internationale pendant le siècle écoulé. La division et les pratiques de micro-appareils, l'autoproclamation et le substitutisme qui y règnent en maîtres viennent souvent contrebalancer son rôle très progressiste de ferment des luttes et y compris de l'auto-organisation. Les traits négatifs dont certains exemples ont été donnés rendent en tout cas peu probable qu'un nouveau mouvement politique émancipateur puisse surgir d'une croissance des organisations actuelles ou par regroupement de certaines d'entre elles – quelles que soient leurs prétentions à cet égard. Le courant formé autour de Luis Zamora suscite quant à lui des interrogations d'une autre nature, et pour partie « inverses ». On est ainsi frappé par son absence de réponses à des problèmes politiques brûlants, absence dont on pourrait penser qu'elle s'apparente à une démission lorsqu'elle est justifiée et même théorisée au nom de la faillite des anciens modèles et certitudes. Sans doute s'agit-il d'un courant qui ne s'est formé que très récemment, mais le fait qu'il fonctionne de manière extrêmement lâche sous la direction d'un groupe de personnes non vraiment contrôlées par les adhérents, et surtout à un point très important autour d'une personnalité politique aussi emblématique que médiatique, pose également question.

Le problème de l'alternative politique va pourtant devenir de plus en plus crucial au fur et à mesure que les affrontements s'aiguiseront. Il faut espérer que des militants et des courants, notamment parmi ceux qui se sont formés dans la tradition trotskiste et plus généralement marxiste, sauront mettre leur expérience et leurs capacités au service de l'auto-organisation, se montreront capables d'apprendre de l'expérience de ses protagonistes et pourront ainsi fusionner avec eux dans une force politique nouvelle, adaptée aux exigences d'un processus qui est lui aussi très largement nouveau. La question des rapports de propriété est implicitement et parfois explicitement posée dans beaucoup des revendications des *piqueteros* et des assemblées populaires. Les économistes de gauche la soulèvent dans leurs propositions. Mais il faut un parti ou un mouvement qui puisse permettre à l'ensemble des couches sociales en lutte de s'en saisir.

Signalons que sous cet angle comme sous beaucoup d'autres, ce qui vaut pour l'Argentine et pourra peut-être s'y produire, vaut évidemment ailleurs. Tant il est vrai que la crise argentine n'est pas une exception historique, fruit de conditions absolument exceptionnelles que l'on ne rencontrera plus en d'autres lieux, mais bel et bien une sorte de miroir dans lequel les travailleurs et les peuples du monde peuvent dès à présent entrevoir le futur que leur réserve le capitalisme mondialisé. C'est une raison supplémentaire pour que celles et ceux qui s'opposent, en France, en Europe et de par le monde, à ce système de plus en plus barbare développent un fort mouvement de solidarité internationale avec le peuple d'Argentine et ceux du reste de l'Amérique latine.